

# RÉCHAUFFER LA BANQUISE

## Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

---

• SEPTEMBRE 2004 • N U M E R O 27 •  
• LES PUBLICATIONS DU CACTUS • WWW.CACTUS-REPUBLICAIN.ORG •

---

## La Gauche !

### fait la rentrée, et son entrée

#### ❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

*Nous l'avions annoncé au début de l'été, envoyé quelques signes (communiqué sur les médias, projet de charte) : c'est maintenant parti. Ouh, nous verrons bien. **La Gauche !** sera bientôt dotée d'un site internet, qui sera le continuateur du défunt site du Cactus Republicain. Celles et ceux d'entre nous qui animaient un courant –critique– au sein du MRC ont tiré le rideau : la sclérose peut être contagieuse. Nous voulons, tous azimuts, œuvrer pour une gauche anti-libérale, respectueuse des citoyens, fidèle à ses valeurs et à ses combats, émancipatrice. Nous avons concocté une **charte**, qui est perfectible et devra peu à peu être complétée, et que nous présentons plus loin. Nous avons amassé, en plus de deux ans de Banquise, des éléments de réflexion et de proposition que nous allons améliorer, développer, mettre en perspective, nous avons proposé à d'autres groupes, et allons continuer à le faire, des actions communes, voire des pistes fédératives. Nous allons participer, activement, à la campagne pour le non au référendum sur la « constitution » européenne, mais pas avec n'importe qui et pas sur des attitudes de repli frileux. **Pierre Henry** nous en propose une première illustration dans ce numéro.*

*La **Banquise** va sans doute évoluer dans la forme, mais demeurera une gazette ouverte aux débats et aux idées : rien n'est plus triste, on le sait, qu'un journal de parti. Alors, ce mois-ci, **Jean-Claude Fiemeyer** revient sur un fait passé (presque) inaperçu : l'installation d'un avant-poste de l'Université de Chicago à Paris, dans de curieuses circonstances. **Sarah Gambetta**, que nous retrouvons avec plaisir, critique certains aspects du « plan Borloo. Nous avons donné un espace à une lectrice, **Fabienne Courvoisier**, qui nous demande de parler davantage de laïcité, et en parle fort bien elle-même. **Jean-Michel Dejenne** revient sur les élections européennes et plus généralement sur les institutions. **Alain Le Dosseur** relie république et délocalisations. **Elie Arié** nous met opportunément en garde sur une opération promotionnelle de l'homéopathie. **Jacques-Robert Simon** parle de la libération et de l'aliénation. Bien sûr, **Jean-Michel Hureau** revient râler, il y a de quoi, contre le baron Antoâne, et contre les recasages des petits copains de l'UMP, mais il ne fait pas que râler, la preuve, son commentaire sur le référendum vénézuélien. Et **João Silveirinho** fait un petit tour de l'actualité de la gauche congelée.*

*Bonnes lectures !*

## ❖ UN NON DE GAUCHE POUR UNE NOUVELLE EUROPE

Par Pierre Henry

L'Europe ? Mais quelle Europe ? En France, le simple fait de poser cette question risque fort de vous condamner à émarger dans la catégorie des passéistes, des populistes, des souverainistes, bref à vous disqualifier ! Mais, une élection Présidentielle se profile et Jacques Chirac croit pouvoir utiliser une consultation sur la ratification de la « constitution Européenne » comme révélatrice des divergences de la gauche, et particulièrement de son principal parti, le PS. A première vue le calcul n'est pas dépourvu de raison et d'opportunisme à en juger par les réactions contrastées des présidentiables socialistes.

Mais le piège pourrait bien se refermer sur son auteur en faisant sortir pour la première fois depuis longtemps la question européenne du choix débile, du tout ou rien, dans lequel l'a enfermé la pensée conforme mais aussi une alliance objective entre libéraux et souverainistes. Autrement dit dans le débat sur la nature du modèle européen, l'espace se crée pour en discuter non le principe mais le contenu.

Car il n'est pas nécessaire d'avoir recours à de faux semblants. L'Europe est là. L'article 20 de la constitution française selon lequel « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation » est de moins en moins vrai. Nombreuses sont les questions qui devraient faire l'objet d'une loi délibérée et votée par le parlement qui sont imposées par des experts qui n'ont aucune responsabilité devant quiconque. Nous voici dans un pouvoir d'association et non de décision. Il est un peu tard pour le constater, le déplorer. Le cadre est fixé. Et c'est à l'intérieur de ce cadre que nous devons agir pour réformer, réorienter l'Europe. Cela passe par un non de gauche au projet de constitution européenne.

### Un non de rupture

L'Europe est la première puissance commerciale au monde. Elle possède une monnaie unique qui constitue une valeur d'échange concurrente au dollar. Une banque centrale qui veille jalousement sur les critères de convergences économiques proposés aux

vingt cinq pays membres et qui s'apparente à un pouvoir de censure des politiques sociales. Ce que ne peuvent faire, sans dégâts électoraux, les libéraux au pouvoir dans leur pays, les banquiers et les experts s'en chargent au nom de l'Europe. C'est ainsi que les dix dernières années de construction européenne en France sont surtout assimilable à une lente déconstruction de l'Etat social de droit (réduction des services publics, précarisation de l'emploi, mesures de dumping social, diminution de la protection sociale)

C'est dans ce contexte qu'est présenté un projet de constitution qui tend à valider l'orientation économique libérale comme naturelle, comme un acquis non discutable. Les critères de convergence économique ont fait l'objet d'une longue maturation de nombreuses négociations-trocs entre les états, l'Europe s'est doté de normes communes en matière d'asile, d'immigration, de coopération policière, de justice... Et l'Europe serait dans l'incapacité de s'entendre sur de grandes lois de programmation européennes dans les domaines de l'éducation, du développement, de la santé, de l'emploi, de la lutte contre le dumping social et fiscal ?

On peut légitimement être effrayé par ces avancées et ces renoncements très ciblés. **Mais l'ambition, la volonté, que les républicains sociaux se doivent d'avoir aujourd'hui c'est de réinjecter au cœur de la Gauche Française l'enjeu d'un projet européen qui se décline non plus seulement autour de l'économie mais aussi de la question sociale et de l'édification de règles communes pour la conduite du monde**

Ce ne sera pas facile, comme en témoignent les récentes déclarations de l'ancien ministre socialiste des Affaires sociales Elisabeth Guigou pour qui l'urgent serait de sauver... le traité constitutionnel ou encore les prises de position de proches de François Hollande parmi lesquels l'ancien premier ministre Pierre Mauroy pour qui un oui au traité constitutionnel préserverait le PS de bien des déboires une fois revenu au pouvoir. Ce raisonnement témoigne d'une logique d'impuissance sur le plan européen et de suspicion à l'égard des femmes et des hommes de gauche qui sont opposés aujourd'hui au traité. N'y voir qu'un calcul électoral et démagogique de la part de ceux qui

sont opposés au traité est révélateur de la crise de la culture de débat qui frappe le principal parti de la gauche.

Mais aussi et surtout il est significatif du refus de construire une relation forte entre un parti de gouvernement et le mouvement social. Il n'y a pourtant pas d'exemple dans l'histoire de nos pays ou des acquis ou des conquêtes le soient sans recours à un rapport de forces durable.

Sans mouvement social puissant, sans repolitisation des enjeux économiques, sans construction de nouveaux outils de débat et d'action au niveau européen, la logique libérale s'imposera d'elle-même.

Un non de gauche européen au traité constitutionnel provoquerait certes une crise institutionnelle temporaire mais ce serait surtout le signe d'une rupture, le signe que l'Europe ne peut se construire en sacrifiant l'intérêt général et en détruisant les principaux outils de protection et d'égalité sociale. Si la construction européenne est un objectif ambitieux et louable, il convient de la poursuivre en y mettant un cadre exigeant. Cela passe au minimum par une renégociation des pouvoirs de la banque centrale européenne, la définition d'une politique commune en matière de répartition de la croissance, l'adoption d'un traité social, la réforme des règles de prises de décision au sein de la communauté.

Mais il est un autre argument qui milite pour un non de gauche à la constitution européenne

### **Une gouvernance basée sur le droit**

Toutes les générations qui sont nées après la seconde guerre ont intégrée l'Europe comme un espace de paix et de développement.

Les valeurs universalistes qui ont présidées à sa fondation ont très tôt été interprétées comme une vocation à sinon décider du sort du monde comme le rappelait De Gaulle dès 1959, du moins à y exercer une influence considérable. Et pourtant il n'en est rien. L'Europe puissance est un leurre : des Balkans au Moyen Orient en passant par la crise irakienne elle a surtout montré ses profondes divisions. Seules les manifestations monstres en Europe contre l'intervention américaine en Irak attestent de la naissance timide d'un espace public européen basé sur le droit et la négociation de règles communes en opposition au pouvoir discrétionnaire d'un seul Etat.

Le traité constitutionnel prévoit que toute initiative européenne en matière de défense doit être soumise au feu vert préalable de l'Otan, que l'Otan est l'horizon indépassable de toute politique européenne de sécurité et de défense. Cet élément additionné à la nature atlantiste de la nouvelle commission rend illusoire toute constitution d'une Europe puissance. Au mieux elle la condamne à n'être qu'un « soft power » selon l'expression de Joseph Nye, un gouvernement du verbe. Or l'Europe ne peut se condamner, dans l'intérêt de la stabilité du monde, à l'impuissance. Si l'alliance de l'Atlantique Nord doit perdurer, le lien de subordination doit disparaître.

On le comprend, la question n'est plus de savoir aujourd'hui si les normes communautaires s'imposent sur le droit national : c'est le cas en France depuis 1964 et un fameux arrêt de la cour de justice européenne selon lequel « le droit né du traité ne peut...se voir opposer un texte interne quel qu'il soit ...sans que soit mis en cause la base juridique de la communauté elle-même ». Ce sont les hommes politiques qui ont voulu l'Europe. Les fondateurs l'ont fait dans l'intérêt des peuples. Nous en serons les dignes héritiers en nous opposant au traité constitutionnel et en nous mobilisant contre le libéralisme qui la dévoie.

*Pierre Henry est animateur de Pour une République Sociale Paris.*

### **❖ L'UNIVERSITE DE CHICAGO A PARIS : UNE SITUATION PARADOXALE**

*Par Jean-Claude Fiemeyer*

*"Milton Friedman n'avait sans doute jamais imaginé que l'université de Chicago - celle qui a formé, dans son sillage, toute une génération d'économistes libéraux - s'installait en France. C'est pourtant le choix qu'a fait cette illustre institution (70 Prix Nobel dont 22 en économie, 13000 élèves) pour sa première expatriation. Son Président, Don Michael Randel, inaugurera, vendredi 14 mai, la toute nouvelle antenne parisienne, opérationnelle depuis septembre 2003" (article publié dans le Monde le 13 mai 2004 par Virginie Malingre)*

De nombreux médias ont rendu compte avec enthousiasme de l'inauguration à Paris, le 14 mai 2004, d'un établissement, à Paris, de l'université de Chicago.

Les articles consacrés à cet événement n'ont pas manqué de souligner la qualité des moyens mis en œuvre, le cadre agréable (en bordure de Seine, au coin de la rue Thomas Mann, à 300 mètres de la Bibliothèque François Mitterrand), le raffinement des aménagements (tableaux de Hartung ou de Miro sur les murs...).

Quelle leçon pour l'université publique française et ses moyens parcimonieux !

Cette présentation met surtout l'accent sur des aspects formels. Elle n'informe pas vraiment les lecteurs des enjeux réels de cette initiative. Seul le Figaro a véritablement mis l'accent sur les objectifs poursuivis par l'université de Chicago (article publié le lundi 17 mai 2004, p. 11, sous la signature de Marielle Court). Comme souvent dans les médias, l'arbre de la communication cache la forêt de la stratégie. Il ne s'agit pour

Aux yeux de l'Université de Chicago, la création du "Chicago Center in Paris" apparaît comme une démarche importante. Elle devrait permettre un partenariat actif dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche avec des institutions françaises, parmi les plus prestigieuses : universités de Paris-IX (Dauphine), de Paris-X (Nanterre), de Paris-VI (Pierre et Marie Curie), Ecole normale supérieure, Institut des Sciences Politiques.

L'organisation des cours et des ateliers permettra aux étudiants américains une véritable immersion dans les milieux universitaires français. On peut trouver l'exposé des motifs de cette démarche sur le site "[pariscenter.uchicago.edu/about/pariscenter\\_objectives.pdf](http://pariscenter.uchicago.edu/about/pariscenter_objectives.pdf)"

La démarche a suscité l'intérêt du gouvernement français, désireux de promouvoir les relations interuniversitaires franco-américaines. A ce titre, une subvention d'un million de dollars a été attribuée à l'université de Chicago, par le ministère français des affaires étrangères (convention signée le 11 avril 2001 par François Bujon de l'Estang, ambassadeur de France aux Etats-Unis).

On trouvera dans le rapport d'activité 2000 du Ministère des affaires étrangères sur la coopération internationale et le développement ([www.diplomatie.gouv.fr/cooperation/dgcid/rapport\\_00/page\\_0705.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/cooperation/dgcid/rapport_00/page_0705.html)) des précisions sur les conditions d'ouverture de cette subvention. L'université de Chicago fait partie des 16 "pôles d'excellence" retenus par le Ministère des

affaires étrangères pour promouvoir la connaissance de la culture française dans les milieux universitaires américains : universités de Yale, Princeton, Stanford, John Hopkins, Cornell, New York, Pennsylvanie, Columbia, Northwestern, UCLA, Illinois, Wisconsin, Duke, LSU...

Cet événement, d'une importance relativement modeste, est révélateur d'un processus complexe, mêlant de nombreux partenaires, aux incidences stratégiques non négligeables, dont le citoyen de base n'a aucune connaissance. Les médias ne sont pas, en l'occurrence seuls en cause. Comment expliquer, en effet l'étonnante discrétion dont font preuve aujourd'hui les autorités françaises ? D'autant plus que l'événement, dans une période où les responsables politiques sont à l'affût de toutes les opportunités en matière de communication, aurait pu être l'occasion de célébrer l'amitié franco-américaine, le rayonnement de la culture française, l'ouverture d'esprit des responsables politiques...

Crainte de faire preuve d'un "pro-américanisme" excessif ? Répugnance à faire état de subventions à un organisme privé étranger au moment où l'on récuse les demandes des universités publiques nationales ? Refus d'une "valorisation" d'une initiative du gouvernement Jospin ? Télescopages entre ministères ? Ou, plus simplement, incompréhension des enjeux ?

Est-ce le gouvernement français qui a oublié son investissement ou l'université de Chicago qui a oublié son partenaire ? L'objectif initial (promouvoir la culture française) est-il abandonné ? Tout cela fait quand même un peu désordre.

*Jean-Claude Fiemeyer est l'un des animateurs de l'association GAPSE ([www.gapse.org](http://www.gapse.org))*

## ❖ LE « PLAN BORLOO » : PAS PLUS D'EMPLOIS...ET MOINS DE SERVICE PUBLIC

*Par Sarah Gambetta*

Les gouvernements passent, mais les potions anti-chômage restent amères. Les propositions de Jean-Louis Borloo sont dans la lignée du Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE), négocié par le MEDEF et la CFDT et mis en place par le gouvernement Jospin. Elles viennent également après l'affaire des

« recalculés » qui a été un camouflet pour le gouvernement actuel.

Bien que non appliqué, le PARE prévoyait initialement de sanctionner un chômeur qui refusait plus de 3 offres d'emploi présentées par l'ANPE. Les possibilités de formation ont été réduites, bloquant beaucoup de chômeurs qui désiraient obtenir un emploi mieux rémunéré.

Borloo voudrait reprendre la vieille idée du MEDEF de sanction des chômeurs « récalcitrants ». Au bout de x mois (le 19.07, le ministre est revenu sur le délai de 6 mois annoncé le 13.07), une proposition d'emploi ou de formation serait faite au demandeur d'emploi en tenant compte de sa mobilité géographique et de sa situation personnelle. Un refus entraînerait une baisse ou une suppression des allocations.

L'offre d'emploi ou de formation proposée pourrait ne pas correspondre aux compétences et à l'expérience du demandeur d'emploi, avec un salaire inférieur à son précédent job et un contrat d'une durée très courte

Le gouvernement envisage la création de 300 « Maisons de l'Emploi » regroupant l'ANPE, l'Etat et des acteurs locaux. Ce type de structure existe déjà dans certaines villes, comme Paris. Et certaines communes travaillent localement en réseaux sous forme de Programme Locale d'Insertion par l'Emploi (les PLIE !). C'est le type même d'annonce bidon pour le Public !

Mais pour les agents de L'ANPE s'est un retour en arrière dans la pratique. Aujourd'hui un conseiller est polyvalent, il s'occupe aussi bien de la demande que de l'offre. Demain, deux sortes de conseillers émergeront : ceux qui s'occuperont des demandeurs d'emploi et ceux qui seront les interlocuteurs des entreprises. Justement pour satisfaire l'ANPE dans le cadre de sa privatisation, l'Etat compte l'autoriser à créer des filiales pour vendre ses services aux entreprises...

Considérant que la sanction ne fait pas une politique de l'emploi et qu'un service public de l'emploi démantelé va à l'encontre de l'égalité républicaine, une autre organisation doit être mise en place : partir du demandeur d'emploi (de sa demande et de ses besoins de perfectionnement) pour satisfaire l'offre de travail proposée par l'entreprise. C'est exactement la méthode d'une boîte privée néerlandaise, la société Maatwerk, qui suit 150 demandeurs d'emploi de longue durée qu'elle a

sélectionnés, et qui sera payée par l'Assedic de l'Ouest francilien. Quant au service public de l'emploi, on le laisse volontairement s'enliser avec des méthodes inadaptées.

## ❖ **BORDEL AU BUREAU (DE VOTE)**

*Par Jean-Michel Dejenne*

« Ce bulletin, on ne vous le donne que si vous voulez vraiment voter pour cette liste, parce qu'on en a très peu, d'accord ? Alors, vous voulez voter pour cette liste ? ». Voici la réponse, pleine de gravité mais non dénuée de candeur, que m'a faite la présidente de mon bureau de vote le 13 juin dernier, quand je lui demandai le bulletin de la liste « La Terre, sinon rien ».

Je passe sur les quatre listes sans bulletins du tout, parce qu'il fallait les imprimer soi-même sur internet, et sur les bulletins de toutes tailles et toutes couleurs. Certains appelleront cela diversité. Pour d'autres, ce sera l'évidence de l'inégalité, et de la compétition électorale faussée du début à la fin. Ceci n'est qu'une illustration parmi d'autres du désordre introduit en moins de deux ans dans le système électoral français par le gouvernement Raffarin.

Tout a commencé par le rétablissement de la durée des mandats que Jospin avait harmonisés. Ainsi, un conseiller général continuera à disposer d'un mandat plus long que le président de la République. On croit rêver (enfin, on sait qu'on ne rêve pas, et que c'est plutôt un cauchemar) quand, craignant le verdict des urnes en 2007, Raffarin souhaite repousser les municipales à 2008 (ça y est, le septennat est rétabli ! mais pour les conseillers municipaux seulement), plutôt que les avancer à 2006. Ensuite, il y a les tripatouillages sur les modes de scrutin, un peu retoqués par le conseil constitutionnel. Simplification est le mot d'ordre de Raffarin, qui institue logiquement les « sections départementales pour les élections régionales...

Pour les européennes, le maître-mot est « proximité ». Sont alors instituées huit circonscriptions au lieu d'une (Jospin en voulait cinq, avant de devoir ranger son projet devant la bronca PC-Vers-Verts-MDC), dont la merveilleuse « outre-mer », dont les listes débattent de la Guadeloupe à la Kanaky. Résultat : 8 campagnes anonymes, 8 petits débats clandestins sur cette « grande affaire » qu'est

l'Europe, mais qui génèrent des vocations : on s'était plaints des 19 listes de 1999, des 16 candidats à la présidentielle de 2002, voici les 168 des européennes 2004 ! Heureusement que le Président de la République a appelé à tout faire pour que les députés français soient répartis en peu de groupes au Parlement Européen. Cerise sur le gâteau de la simplicité, les seuils d'éligibilité et de remboursement sont disjoints, restant à 5% pour l'un, passant à 3% pour l'autre.

Quant à la campagne officielle indigente sur le fond et dérisoire quant aux temps de parole, notons qu'en bonne logique elle est répartie pour les européennes entre les partis représentés au parlement français. L'abstention considérable a favorisé le résultat final recherché de toutes ces magouilles : le laminage des courants de pensée minoritaires et « petits partis », le MPF et les Verts reculant, le PCF frôlant l'élimination, le MRC, le PRG, le RPF, CPNT et LO-LCR disparaissant du PE. Il est clair que la gauche républicaine va devoir reprendre le travail sur les questions institutionnelles (à ne pas abandonner à la Convention pour la VIème République) et électorales, pour lutter contre le désordre et défendre le pluralisme. Les découpages, les modes de scrutin, les seuils, le financement, les modalités de candidature et de campagne, le statut des votes blancs et nuls... il faut tout revoir.

Et pour répondre en guise de conclusion (provisoire !) à cette question qui vous hante depuis la première ligne de ce petit texte, sachez que j'ai obtenu le précieux bulletin (et par conséquent la collection complète), mais que je n'ai pas le droit de vous dire ce que j'en ai fait dans l'isolement, parce qu'il demeure, malgré JP Raffarin, et n'en déplaise à madame la présidente de mon bureau de vote, un principe de secret du scrutin. En revanche, elle a oublié de me proposer le bulletin du MRC.

## ❖ LES HUMEURS DE JMH

*Par Jean-Michel Hureau*

### **Carton rouge !**

Le Baron Antouâne n'a vraiment pas froid aux yeux : « Le minimum de l'heure de travail en France est à un prix tel qu'on ne peut pas créer d'emplois », « Actuellement en France, on ne

travaille pas assez », « Les 35 heures s'appliquent, c'est la loi, mais il faut pouvoir déroger par le contrat à la loi ». À propos de la réduction des allègements des charges patronales : « Cela créerait un véritable traumatisme chez les entrepreneurs ». À l'adresse du gouvernement : « Vous avez pris l'engagement de le faire, faites-le », ou encore, « Il faut faire vite et bien les réformes dont on a besoin ». Il précise quand même qu'il travaille étroitement avec Sarko Le Spécialiste. Bon, merci, ça on avait remarqué. Alors, t'as compris, imbécile de smicard? Tu gagnes trop, tu ne bosses pas assez et tu coûtes trop cher à ton patron. T'as pas honte de le traumatiser, ingrat ! Eh ! Le Gros, alors tu te remues pour qu'on puisse enfin exploiter à souhait nos employés en leur refillant juste de quoi se payer leurs 2000 kilocalories de bouffe par jour pour qu'ils puissent continuer à trimer et qu'on puisse s'en fourrer un peu plus dans les fouilles ? La loi, c'est bien, mais surtout quand on peut ne pas la respecter ! Non, vraiment Antouâne, ce coup-là, t'as droit à ton carton rouge !

### **Ils ont tué de Coubertin !**

Le baron, mais un bon cette fois, est littéralement assassiné sur l'autel du libéralisme sauvage, un peu plus d'un siècle après avoir ranimé la flamme olympique. Les Maîtres des Jeux sont définitivement les sponsors : Coca-Cola, Heineken, Mac Donald, Visa... Rien n'est laissé au hasard. Ils ont imposé leur loi. Ton fric devra obligatoirement aller dans leurs caisses. T'as pas le choix ! Tu ne peux pas entrer dans un stade avec une boisson, un sandwich ou t'habiller comme tu veux. Tout s'achète à l'intérieur. Si tu veux de l'eau, ça sera de la grecque, Avra, propriété de Coca-Cola. Si tu veux un Pepsi, y'a pas ! Ici, c'est Coca-Cola. Une petite mousse ? T'auras de l'Heineken ! T'imaginai quand même pas qu'on allait importer de la gueuze Lambic ! T'as faim ? C'est Mac Do ! Tu veux payer avec carte ? C'est VISA ! Et ne t'avise pas de vouloir porter un tee-shirt portant un logo d'une entreprise concurrente ou un drapeau d'un pays ne participant pas, refoulé ! Et pas de contrefaçon, petit malin, on a l'oeil ! Et t'as pas intérêt à faire de la pub pour un autre, sinon t'es viré ! C'est donc dans un esprit sportif amical et

tolérant que se dérouleront ces Jeux. Alors, Pierrot, qu'est-ce qu'on peut leur dire ? De relire ton « Rôle pédagogique sportif » ?

### **Les virés recasés**

On n'était que très modérément inquiets sur l'avenir des virés du gouvernement Raffarin II et on avait bien raison. À part Jean-Jacques Aillagon qui a trouvé refuge comme conseiller pour les affaires culturelles chez Artémis, de Pinault, tous vont continuer à émarger au budget de l'État. Roselyne Bachelot et Nicole Fontaine siègeront à Strasbourg et Jean-Paul Delevoye est Médiateur de la République. Bon, jusque là, que du classique. Pour d'autres, c'est un peu plus étonnant. Alain Lambert a été nommé Conseiller chargé de la réforme de l'État à l'Élysée, Jean-François Mattei Conseiller d'État en service extraordinaire (?), Pierre-André Wiltzer Haut représentant pour la sécurité et la prévention des conflits (?), si, si, je t'assure, et alors, mon petit préféré, Lucky Luke Ferry, tiens-toi bien, Président du Conseil d'Analyse de la Société, rattaché à Matignon. On ne sait pas très bien ce que ça veut dire, mais comme lui non plus, ce n'est pas grave. Donc, on est rassurés, ils ont du boulot ! Ça ne va pas servir à grand chose mais, au moins, ils ne vont pas trop nuire, c'est déjà ça ! Par contre, on peut être inquiet si celui que certains considèrent comme le plus pitoyable des Ministres de l'Économie de la V<sup>e</sup> République, Francis Mer, devient Président d'EDF. Le gouvernement a déjà préparé le terrain en modifiant le statut de l'entreprise, qui stipulait que le Président devait avoir moins de 65 ans. Annulé ! Réponse : fin août. Ces Grands Commis de l'État ont aussi reçu du Grand Jacquot, pour services rendus à la République, une petite rosette le 14 juillet. Alors ça, c'est le bouquet !

### **❖ MORTS POUR LA FRANCE, VIVANTS POUR LE BUSINESS**

*Par Jacques-Robert Simon*

Il est étonnant de constater à quel point la plupart de nos dirigeants méprisent les Français alors que c'est grâce à eux qu'ils sont ce qu'ils sont ou, du moins, qu'ils sont proches de ce qu'ils rêvent d'être.

La place principale du moindre village permet de se remémorer le sacrifice des nos aînés : ces longues listes de noms sans visage sur les monuments commémorant les deux guerres mondiales permettent de se faire une idée des souffrances endurées par les humbles. Comment peut-on faire en sorte qu'ils perdent leur âme après avoir perdu leur vie ? Leurs combats n'étaient donc pas nécessaires pour défendre un bien commun mais servaient seulement les intérêts d'une fraction de la population ! Allez dire aux vétérans ou à leurs descendants qu'ils se sont battus pour que nos hommes d'affaire puissent arrimer leur bateau à St Tropez afin, le soir venu, de se livrer à une Coke (cocaïne) party ! Dîtes leur qu'ils n'ont aucune part à la constitution de notre société ! Allez leur faire croire que dresser les uns contre les autres est le but ultime de toute organisation sociétale !

Les négociations de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services auparavant GATT : la même chose en anglais) ont abouti le 1<sup>er</sup> Août. C'est dire le caractère studieux de ces hommes là : toujours prêts à se passer de vacances. Il va donc être nécessaire, cette fois encore, de batailler pour rappeler des évidences à nos décideurs : consommer deux litres de Coke (Coca Cola cette fois) par jour plutôt qu'un seul conduit bien à une augmentation du taux de croissance mais il ne fait que refléter un enlèvement dans la médiocrité. Cet exemple peut se transposer à pratiquement tous les secteurs d'activité. Alors il nous faut bien prendre toutes les armes pacifiques à notre disposition pour éviter que les loups reviennent rôder en notre sein.

### **❖ VIVA CHAVEZ !**

*Par Jean-Michel Hureau*

Hugo Chávez vient de remporter au Venezuela son huitième scrutin en cinq ans. Il s'agissait cette fois, non pas d'une élection habituelle, mais d'un référendum révocatoire, une première dans l'histoire de l'Humanité. Accusé de dérive dictatoriale par l'opposition vénézuélienne, dont les insultes et les mensonges sont repris sans vergogne par la quasi totalité des médias du monde, Chávez a lui-même instauré ce processus dans la nouvelle constitution. Le Venezuela est le seul pays au monde où le peuple peut décider d'interrompre le mandat du

président par un référendum d'initiative populaire. L'opposition a réussi, avec beaucoup de difficultés et sans doute quelques fraudes, à réunir le nombre de signatures nécessaires pour que le scrutin ait lieu. Chávez a obéi à sa propre constitution et a accepté de se soumettre à la volonté du peuple. Le peuple l'a maintenu dans ses fonctions jusqu'en 2006 avec plus de 58% des voix. Deux des cinq membres du Conseil National Électoral, appartenant à l'opposition, ont refusé d'entériner le résultat, alors que tous les observateurs internationaux, dont des membres de la Fondation Carter, ont reconnu la parfaite transparence du vote. Les vénézuéliens se sont rendus massivement aux urnes et ont fait preuve d'un civisme admirable puisqu'il y avait des files d'attente de plusieurs centaines de personnes, en plein soleil, aux portes des bureaux de vote. Fait remarquable pour un peuple qui a plutôt l'habitude d'aller à la plage quand il y a des élections. Les opérations de vote ont été longues à cause de la procédure : double vote, papier et électronique. Cette fois, les morts n'ont pas voté et personne ne l'a fait plusieurs fois, comme c'est la coutume. L'opposition crie pourtant à la fraude massive alors que les instituts de sondage, tous nord-américains, avaient prédit la victoire de Chávez. Ceux-là même qui hurlent qu'il n'y a pas de liberté d'expression au Venezuela le clament avec la plus grande liberté d'expression dans les journaux, à la radio ou à la télévision, aux mains de l'opposition dans sa quasi totalité, en particulier celles du multimilliardaire magnat de l'information Cisneros, ami de G.W Bush, comme par hasard. La seule chaîne de télévision, le canal 8, qui a fermé ses portes, ne l'a pas été par Chávez mais par ceux-là même qui l'avaient écarté du pouvoir pendant quelques jours lors du coup d'État d'avril 2002. C'est cette même chaîne de télévision qui avait réalisé un reportage montrant des partisans de Chávez tirant sur des manifestants de l'opposition lors d'une manifestation. Il est prouvé aujourd'hui de manière irréfutable que le reportage était truqué. Un mois avant le scrutin, dans un grand élan de démocratie, l'ex-président Carlos Andrés Pérez, contre qui Chávez avait tenté un putsch manqué en 1992, a déclaré depuis son exil doré de Miami, qu'il ne reconnaîtrait pas le résultat si Chávez gagnait et que le Venezuela avait besoin d'une dictature !

Alors, c'est quand même un drôle de dictateur, cet Hugo Chávez, masochiste et suicidaire, qui a créé une constitution qui permet que le peuple lui retire le pouvoir ! Combien de dirigeants au monde accepteraient de se livrer à un tel exercice ? Ce tyran inventé par les médias, ce terrible démon, vient de donner une leçon de démocratie directe au monde entier ! Le peuple vénézuélien vient de reconquérir son pays. Aujourd'hui, nous sommes tous vénézuéliens ! Viva Chávez !

*Nota : cet article comprend la traduction libre de quelques phrases d'Eduardo Galeano (écrivain uruguayen), écrites pour ATTAC.*

## ❖ DELOCALISATIONS : SOYONS CONCRETS

*Par Alain Le Dosseur*

S'il est particulièrement utile de défendre les valeurs qui sont les nôtres, nous ne serons pertinents qu'avec des propositions claires et concrètes. J'ai lu avec attention, par exemple l'éditorial de Jean François Khan dans le Marianne de début août et j'approuve à 100% son propos. Malheureusement, il manque, comme toujours, un volet propositionnel aux républicains.

Depuis très longtemps, les délocalisations se font. Aujourd'hui, elles sont théorisées et appelées de ses vœux par le MEDEF et ses meilleurs relais, Chirac et Sarkozy. Si ces républicains d'opérette - grands discours petites pratiques - continuent dans leurs oeuvres, la République ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir pour nostalgiques (il faut dire aussi que l'idéologie libérale a ses mentors dans la pseudo gauche : Fabius, Strass-Kahn et Hollande n'ont jamais brillés par leur positions républicaines et sociales, le replâtrage du libéralisme, sous l'ère Jospin, a été la règle). Les dernières affaires en date (Saint Yorre, Lustucru ou Perrier) sont la preuve que tous les secteurs industriels sont touchés.

Mais s'il est utile de dénoncer, la meilleure défense est sans doute l'attaque. Les délocalisations ne peuvent être combattues qu'avec des propositions alternatives :

- faire campagne pour une augmentation des salaires et de la protection sociale dans tous les pays ("prolétaires de tous les pays unissez vous")



- faire prendre en compte le social (augmentation des salaires des chauffeurs, des marins) et l'environnement (augmentation des péages pour les poids lourds, des droits portuaires, encouragement du ferroutage) dans les coûts de transport. Le prix du pétrole flambant, et la pénurie des combustibles fossiles se profilant, cela pourrait aller dans le bon sens.
- adapter la fiscalité française et/ou européenne, qui doit toucher les bénéficiaires réels de ceux qui profitent des salariés et des retraités et non les seuls salaires (taxation des plus-values de la grande distribution, par exemple)
- développer la coopération et le mutualisme, qu'ils soient de production (agricole par exemple : les agriculteurs qui votent libéral tressent la corde pour se pendre) ou de service (remonter des coopératives de distribution sans but lucratif : les bénéficiaires et les concentrations de la grande distribution montrent que ce n'est pas utopique). Le secteur de la mutualité, financièrement solide en France, devrait s'y attaquer sérieusement.

Voilà quelques exemples concrets qui, bien sûr, ne sont pas exhaustifs et contribueront peut-être, ce que je souhaite vivement, à ce que le débat propositionnel s'ouvre au plus vite. Il faut certes s'appuyer sur le passé pour comprendre mais, une fois qu'on a compris, il faut *aussi* bâtir l'avenir républicain.

## ❖ LE PERIL HOMEOPATHIQUE

*Par Elie Arié*

Depuis quelque temps, une organisation, prétendument humanitaire, sévit sous le nom d' "Homéopathes Sans Frontières" (HSF). Il ne s'agit plus ici de traiter les petits maux des bobos parisiens et il convient de dénoncer cette entreprise potentiellement très dangereuse.

Si ces braves gens réussissent à embrigader des médecins et infirmiers dans les pays du tiers monde, les conséquences risquent d'être désastreuses, car le paludisme, le SIDA, une infection ou une diarrhée traités par un médicament homéopathique mèneront la plupart du temps le malade à la mort... loin des télévisions et radios occidentales. HSF se prépare à récolter des fonds le 19 octobre. Ceci est le résultat de décennies de démagogie et de lâcheté politiques (tous partis confondus) n'ayant jamais osé inclure l'homéopathie dans la liste des médicaments déremboursés pour SMR

inexistant, ni faire sévir la Direction de la Concurrence et des Prix pour publicité mensongère (il faut rappeler qu'à ce jour, il n'existe pas une seule étude sérieuse démontrant une efficacité supérieure à celle d'un placebo de n'importe quel médicament homéopathique dans n'importe quelle affection).

Le cynisme de ce détournement publicitaire d'idées généreuses ("le droit aux soins pour les plus pauvres") n'a d'égal que la naïveté des vedettes du spectacle qui se sont laissées embrigader pour cette "noble cause": pour les uns et les autres, combien de futurs morts sur la conscience? Les pays sous-développés avaient-ils besoin de cela?

*Elie Arié est secrétaire national à la santé du MRC.*

## ❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE

### CONGEELEE

*Par João Silveirinho*

#### Nouvelles des « orgas »

La gauche traditionnelle a roupillé tout le mois d'Août. Pas grand-chose à en dire, donc. Si, tiens, quand même, le député PS Cambadélis sort un bouquin sur les présidentiables de 2007. Le député Cambadélis, l' « architecte de la gauche plurielle » (heureusement que la prescription décennale ne joue pas en politique) est présenté maintenant comme le « lieutenant » de Dominique Strauss-Khan. Il jauge, en faisant semblant d'être « objectif », les atouts des uns et des autres. Et dans ce test genre « que choisir », quel est le meilleur produit ? DSK ? Bien vu. Navrant. Bref, grâce à nous, vous pouvez économiser les 7,5 euros que coûte cet objet promotionnel. Hors cela, l' « université » d'été du PS a vu de premières escarmouches entre L. Fabius et F. Hollande (ça n'est qu'un début, continuez le combat), L. Jospin faire du tourisme politique (voir ci-dessous), et comme prévu rien de neuf sous le soleil, pâle, des idées. Les Cohn-Bendit Brothers en ont eu une riche, d'idée : ils proposent aux Verts de faire l'impasse sur une candidature à l'élection présidentielle en 2007 en échange de « 20 à 30 sièges gagnables » aux législatives. Mamère couine plus que sec et il n'est pas le seul dans le vert oasis. Le PS trouve l'idée positive. Ben tiens donc. Les Brothers ont au moins un mérite : ils dévoilent sans fard ce qui fait l'ordinaire des dirigeants verts, la faim de

fauteuils, dont l'écologie n'est que le prétexte. Chez les Verts comme ailleurs, et peut-être même davantage, les militants n'ont pas les dirigeants qu'ils méritent. A leur « université » d'été, il paraît qu'ils ne se sont presque pas enchiâtrés. Mais ça reviendra.

Suspense enfin : ATTAC va-t-elle s'engager contre la « constitution » européenne ? On espère bien que oui.

### Les « non » de gauche à la « Constit' »

Nous sommes, à **La Banquise**, ravis que des oppositions au projet de « constitution européenne » se multiplient à gauche. Cela dit, les motivations sont plus que diverses : du quasi souverainisme outragé d'un G. Sarre (MRC) au fédéralisme frustré de certains socialistes (P. Quilès, M.N. Lienemann...), en passant par l'antilibéralisme de M.G. Buffet (PC), de l'extrême gauche, mais aussi de **La Gauche !**, il y en a pour tous les goûts.

Pour les uns, le traité est trop européiste, pour d'autres pas assez. Pour certains, on fait la part trop belle à une Europe-puissance, pour d'autres, on est loin de compte. Bon, hein, on ne va pas faire la fine bouche : dans un référendum, l'essentiel est de faire 50% plus un. Précisons ici que nous nous définirons, quant à nous, contre le libéralisme qui est le seul pivot de ce projet de constitution, contre l'inféodation à l'OTAN qu'elle implique, contre l'absence totale de projet social, contre le mépris de la notion de service public, et en conséquence de celle d'intérêt général, qu'il manifeste, contre les abandons de souveraineté, déjà trop nombreux, que le projet implique (c'est par **délégation** et non par abandon qu'on construira démocratiquement l'Europe).

Mais restons cool, on a un an pour s'étriper sur tout ça.

### Le cas Jospin

A votre avis, sont-ce les médias qui font tout un barnum du moindre mouvement (public) d'orteil de Lionel Jospin, à la grande surprise d'icelui, ou bien est-ce icelui qui prépare le barnum en question ? Un peu des deux, non ? A chaque fois, qui plus est, c'est much ado about nothing, comme disait notre pote Willie Shakespeare. Propos banaux. Même ses interventions « sur le fond ». Si ça n'était pas signé Jospin, aucun journal ne prendrait des

trucs pareils. Soyons justes, l'ami Lionel n'est pas le seul bénéficiaire de ce star-system politico-médiatique, où l'action se résume à l'apparition et la pensée à la reprise de proverbes de terroir. Soyons réalistes, le star-system en question a encore de beaux jours devant lui. Soyons charitables, ce star-system permet à ceux qui n'ont pas grand'chose à dire de donner l'impression d'exister.

### ❖ COURRIEL DES LECTEURS : PARLEZ DAVANTAGE DE LAÏCITE

*Par Fabienne Courvoisier*

Pourquoi si peu de choses sur la Laïcité et l'Ecole (publique, s'entend)? Pourquoi aucune analyse sur l'Islam Politique qui n'est pas une vue de l'esprit? Mr Tariq Ramadan n'est pas un modéré, mais défend le pendant Oriental du capitalisme, Bush étant l'Occidental...et tous les deux s'appuient sur une religion !

Est-il concevable que certaines, au nom du "féminisme", soutienne le port du voile? Et que dire de LA féministe voilée très présente médiatiquement? Je suis obligée de rappeler que le voile n'est pas un signe religieux, (mais est repris dans certaines prescriptions de religions diverses) mais un signe d'infériorité de la Femme (je mets une majuscule à titre personnel) et de soumission! Donc déjà contraire à la Constitution. Si besoin était, il faut rappeler que la Loi de 1905 (séparations DES églises et de l'Etat) est toujours en vigueur et interdit les signes religieux à l'Ecole.

L'Islam politique est très bien analysé, déjà dans le film de Michael MOORE, et, entre autres, sur le site solidariteirak.org (mais pas que). A signaler le no129 de mai 2004 d'*Alternative Libertaire* (excellent article *Extrême gauche: unité d'action avec les islamistes?*).

Avant 1989, pas ou peu de femmes voilées, pas de "communautés"... ou si discrètes du côté musulman comme de celui des juifs ou des catholiques (on ne se sentait pas défini par une appartenance religieuse). Je crois pouvoir affirmer que les "immigrés" étaient aussi nombreux et ceux qui le désiraient ne se plaignaient pas de ne pouvoir pratiquer leur culte quel qu'il soit, le caractère privé de tout ce qui est religieux étant entendu. Alors? Apparition des Frères Musulmans ?

Coïncidence ? Connaissez-vous le Mouvement des Maghrébins Laïques de France?

Que prévoyez-vous pour la Rentrée scolaire (c'est bientôt) où l'on peut prévoir des problèmes de voile dans TOUS les Etablissements scolaires? Je n'oublie pas les autres problèmes sociaux et politiques, mais l'avenir de nos enfants passe par la défense de la laïcité, qui n'est pas l'oecuménisme. A ce propos, j'ajouterai que l'enseignement du "fait religieux" ne doit pas s'assimiler à un enseignement religieux différent selon son appartenance religieuse (on a même proposé l'option athée en Grande-Bretagne!) mais à un exposé (et pas par des religieux) de l'histoire et de la teneur des différentes religions à travers les âges. Moi qui ai fait latin-grec, je me souviens encore de la mythologie et cela ne m'a pas empêché de garder ma liberté de pensée. Mais pour cela, il faut pouvoir COMPARER (j'allais écrire: "faire jouer la concurrence"). Pour l'instant, il me paraît urgent de défendre la Liberté qui ne se conçoit pas sans Laïcité. Pourquoi parler de "musulmans", de Français d'"obéissance" juive, de chrétiens etc à longueur d'antenne ?

#### ❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

**Réchauffer la Banquise** recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la Banquise**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

#### ❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

*Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel*

**O** Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banquise**

**O** Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banquise**

**O** J'adhère à l'association **CACTUS**, éditrice de réchauffer la banquise et du site [www.cactus-republicain.org](http://www.cactus-republicain.org) et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de CACTUS REPUBLICAIN

**O** Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banquise**

**O** Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Téléphone :

Courriel :

#### *Réchauffer la banquise*

**Publication** : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Republicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

**Courriel** : [jean-luc.gonneau@wanadoo.fr](mailto:jean-luc.gonneau@wanadoo.fr)

**Internet** : <http://www.cactus-republicain.org>

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

*Elles/ils écrivent pour La Banquise : Anne Alize, Elie Arié, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Daniel Cojean, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Gabriel Galice, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Herve, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Loulou, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...*

*Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Temir Porras, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...*

**Attention ! pendant l'été, notre site**

**<http://www.cactus-republicain.org>**

**est en travaux. Un nouveau site tout neuf  
tout beau courant septembre !**

**Bonnes vacances !**